

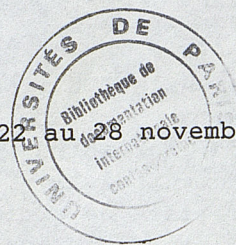


ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 297

du 22 au 28 novembre 1988



POLITIQUE

Protestations contre les opérations policières
Americas Watch : La pire des conduites dans l'hémisphère occidental
L'armée est rendue responsable des enlèvements en masse
22 paysans massacrés dans le Chimaltenango
Carazo Odio : Le FMI est une menace pour les peuples

ECONOMIE

De nouvelles banques sont créées

MOUVEMENT POPULAIRE

Le FECETRAG confirme sa participation au dialogue national
Le CUC exige des salaires justes
Pressions et menaces contre les occupants de la PETROSTIL

DROITS DE L'HOMME

Un membre du GAM est retrouvé mort
On dénonce des enlèvements
La police agresse des membres de l'Eglise
10 actes de violence enregistrés dans la semaine

4° P. 123.15

POLITIQUE

PROTESTATIONS CONTRE LES OPERATIONS POLICIERES

Le 23 novembre, l'organisation des avocats Justice et Droit a dénoncé les contrôles et interpellations effectués par les forces de police du Système de protection civile (SIPROCI) sous la direction de l'armée ; ces pratiques mettent en évidence "le mépris" du gouvernement à l'égard des droits de l'homme et des droits constitutionnels.

L'Association des étudiants universitaires accuse le gouvernement d'essayer de désarticuler le mouvement populaire sous prétexte de combattre la délinquance. Les opérations se poursuivront dans la capitale en respectant la légalité, a assuré le président Cerezo. Néanmoins, le député Richard Shaw affirme que les policiers conservent les armes confisquées lors des opérations et les remettent ensuite aux criminels.

AMERICAS WATCH : LA PIRE DES CONDUITES DANS L'HEMISPHERE OCCIDENTAL

Selon l'organisation humanitaire Americas Watch, "en dépit de deux années de gouvernement civil, le Guatemala continue à observer l'une des conduites les pires en matière de droits de l'homme".

Un rapport de l'organisation révèle que "l'appareil d'Etat terroriste reste intact, son pouvoir n'a pas diminué" ; la tentative militaire du 11 mai dernier a signifié une réduction de l'espace politique dans les zones urbaines ; dans les zones rurales "on vit sous une dictature militaire de fait".

Pour Americas Watch, le président Cerezo a pu se maintenir à la présidence après la tentative de coup d'Etat en acceptant 23 des 25 conditions posées par les séditionnaires ; depuis, il s'emploie à éviter toute confrontation avec l'armée, bien que celle-ci constitue encore "la principale source de violations des droits de l'homme".

L'ARMEE EST RENDUE RESPONSABLE DES ENLEVEMENTS EN MASSE

Le 25 novembre, la station de radio Voz popular a dénoncé les enlèvements effectués par des bandes paramilitaires dans la région centre et le dessein d'en faire porter la responsabilité à l'insurrection.

L'armée mène depuis la fin octobre une vaste opération contre-insurrectionnelle aux alentours du volcan Acatenango, dans le département du Chimaltenango ; 74 paysans ont été enlevés ; l'organe de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a mis la population en garde contre ces manoeuvres.

La radio Voz popular a lancé un appel aux exilés guatémaltèques pour qu'ils reviennent dans leur patrie car la lutte menée par la guérilla vise à ce que "personne n'ait à fuir et à abandonner ses terres, et puisse vivre en paix".

22 PAYSANS MASSACRES DANS LE CHIMALTENANGO

Le 27 novembre, on a appris par la presse que 22 paysans enlevés par des individus soupçonnés d'appartenir à l'armée dans le village El Aguacate, San Andrés Itzapa, Chimaltenango, ont été retrouvés enterrés dans cinq fosses communes de cette municipalité.

Durant l'exhumation, le journal El Grafico a vérifié que les victimes présentaient des traces de tortures (brûlures, étranglements) et qu'elles avaient eu les mains liées.

74 paysans ont été enlevés en moins d'un mois dans cette région où l'armée effectue des opérations contre-insurrectionnelles. La guérilla a en effet intensifié son activité dans la zone du volcan Acatenango, département du Chimaltenango.

CARAZO ODIO : LE FMI EST UNE MENACE POUR LES PEUPLES

Le 23 novembre, l'ex-président du Costa Rica, Rodrigo Carazo Odio a déclaré que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale constituent une sérieuse menace pour plusieurs pays dits du tiers monde.

Intervenant lors de la seconde journée de la conférence sur la Jeunesse et les Droits de l'homme tenue au Guatemala, Carazo Odio a révélé que, durant sa présidence, le FMI lui avait "recommandé" d'opérer certaines mesures d'ajustement économique, comme la restriction des dépenses d'éducation et de services vitaux ; son refus avait entraîné le retrait de l'appui financier.

ECONOMIE

DE NOUVELLES BANQUES SONT CREEES

La Banque centrale du Guatemala a fait savoir le 24 novembre que le Conseil monétaire avait autorisé la création de sept établissements bancaires et d'une société financière privée pour le début décembre.

Quatre banques commerciales, un établissement basé sur le capital guatémaltèque, deux banques régionales et une banque étrangère sont concernés par cette mesure.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA FECETRAG CONFIRME SA PARTICIPATION AU DIALOGUE NATIONAL

Le 23 novembre, la Fédération centrale des travailleurs du Guatemala a confirmé sa participation au dialogue national.

Selon Ismael Barrios, secrétaire général de la FECETRAG, seul un dialogue fraternel et sincère permettra un accord conduisant à la tranquillité et mettant fin à la lutte "fratricide", cause de tant de douleur dans le pays.

LE CUC EXIGE DES SALAIRES JUSTES

Le comité de l'unité paysanne a lancé le 25 novembre un appel à tous les paysans du pays pour lutter ensemble et exiger le paiement de 10 quetzales (environ 3,5 dollars) par journée de 8 heures de travail, dans les secteurs du café, de la canne à sucre et du coton.

Le CUC exige également le droit du travailleur à être nourri trois fois par jour, la fourniture des instruments de travail, le paiement du septième jour, une couverture sociale et la non-imposition de la participation aux patrouilles civiles.

PRESSIONS ET MENACES CONTRE LES OCCUPANTS DE LA PETROSTIL

Le 24 novembre, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala a fait savoir que les travailleurs occupants de l'usine Petrostil sont victimes de pressions de la part du gouvernement et du patronat, telles la coupure de la ligne téléphonique et les menaces d'expulsion par la force publique.

On a appris le même jour l'occupation de l'usine Heleno Plat par ses travailleurs ; ils exigent une augmentation de salaire et la signature d'une nouvelle convention collective.

Par ailleurs 75% des médecins chargés du service de garde dans les hôpitaux publics ont effectué une journée de grève, pour protester contre la loi de reclassification des postes et des salaires promulguée par le gouvernement.

DROITS DE L'HOMME

UN MEMBRE DU GAM EST RETROUVE MORT

Eleodoro Ordon Camey, membre du Groupe d'appui mutuel aux proches de disparus, a été assassiné quatre jours après son enlèvement. Son corps a été retrouvé sur la route menant à l'Atlantique, présentant de multiples traces de tortures et de balles, a déclaré la présidente du GAM, Nineth de Garcia. Emilio Benitez Hernandez a été libéré après 20 jours de détention et de torture. Ses ravisseurs voulaient connaître l'adresse de deux exilés politiques. Le dirigeant de l'Union du centre national (UCN), José Rodrigo Rubina, a été assassiné par balle dans la capitale.

ON DENONCE DES ENLEVEMENTS

Quatre femmes ont dénoncé le 23 novembre les enlèvements de leurs époux, survenus pour les trois premiers en 1981, en 1987 pour le dernier. Elles ne s'étaient pas manifesté avant dans l'espoir de retrouver leur époux vivant. Gregorio Lopez a été enlevé le 11 octobre à la gare routière de Mazatenango, Pedro de Jesus Ajanel le 21 novembre dans le lotissement de Monterrey et José Chic Vicente le 11 décembre 1981 dans le village de Belen, Suchitepequez. Adelaida Salvador Caj Chun a fait savoir que son mari Victor Ajtajun avait été enlevé en 1987 à Santiago Atitlan, dans le département de Solola par des individus en uniforme.

LA POLICE AGRESSE DES MEMBRES DE L'EGLISE

Le Père Luis Rama, de nationalité italienne, et le Père Erick Granados, guatémaltèque, ont dénoncé le 25 novembre l'agression dont ils ont été victimes par des policiers du Système de protection civile, qui réalisaient une ronde dans le quartier El Mezquital, dans la capitale. Le prêtre italien a dû être hospitalisé en raison des traitements infligés ; une action en justice est envisagée contre les responsables de ces actes.

10 ACTES DE VIOLENCE ENREGISTRES DANS LA SEMAINE

Le 23 novembre, on dénombrait pour la semaine précédente cinq morts et quatre enlèvements. Anselmo Lopez, détenu à titre préventif dans la capitale est mort à la suite de coups. L'instituteur Luis Felipe Garcia a été tué par balle alors qu'il se déplaçait à bord de son véhicule dans la capitale.